L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE, 11 JUILLET 1886.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES.

Un jeune homme désirerait avoir un emploi soit dans une maison de commerce ou une maison privée parlant le français, l'allemand et l'anglais. S'adresser à J. L. chez Chas Honihe, coin St. Louis et Dauphine 4 juil—7t.

Demande—Un jeune homme de 17 ans, intelligent et de bonne conduite, et qui connait la ville, demande une place de collecteur ou tout autre emploi. Il sait très bien l'anglais et l'espagnol. Il fournira les meilleures références. S'adresser rue Jackson No. 181, à M. F. de M. 3 juillet—13f

A VENDRE.

A vendre ou à louer—Deux lots de terre situés sur Broadway, près du "Grand Exposition Park. Prix $1200 chaque. Loyer $10 par mois. Entourés, et sur les terrains une maison à quatre chambres. Bon pour le jardinage. S'adresser à O. FAIREE, 402 rue St. Anne 8 août—11juil—1m

Tombes à vendre—Nouveau cimetière St. Louis à $225, $250 et plus. MM. KURSHEIDT & BIENVENU, 104 rue du Camp. 20mai—2m

A LOUER.

A louer—Une résidence élégante à deux étages, onze chambres, grande cour et jardin, entrée pour une voiture, 285 rue Dumaine. S'adresser à l'épicerie du coin. 23 mai—

Hôtels Restaurants &c.

FRAPART HOUSE,
MANDEVILLE.
SOURCE FERRUGINEUSE.

Hôtel et Restaurant de premier ordre.

L'établissement s'élève sur les bords du lac dans un endroit très pittoresque. Localité saine. Brise et agrements de toute sorte. Charmantes vues et bien aérées. cottages pour familles. Table de premier ordre et vins de choix. 8 juil—

HOTEL LABAT,
Abita Springs, paroisse St. Tammany, Louisiane.

Les prix de l'Hôtel de M. JEAN MARIE LABAT, aux sources d'Abita, paroisse St. Tammany, ont été réduits comme suit. Par jour $1.50, par semaine, $8; par mois, $30.
3juil—1m

L'HOTEL WASHINGTON

a rouvert pour la saison, avec son style de premier classe, sa cuisine sans égale, les meilleures accommodations, un bon chemin de fer, et autres.....$52,270 75
Billets garantis par hypothèques et nantissements.....120,032 88
Billets à recevoir.....56,259 41
Primes en collection.....24,306 56
Actions d'Assurances.....800 00
Jugements sur billets hypothécaires.....4,335 00
Comptant.....39,733 33

$558,536 36

Ce rapport ainsi que tous les autres auront lieu sous la surveillance immédiate et la direction de

GEN. G. T. BEAUREGARD,
DE LA LOUISIANE, ET DU
GEN. JUBAL A. EARLY,
DE LA VIRGINIE.

L'exposé ci dessus est une juste, vraie et correcte copie des livres de la Compagnie.

G. W. NOTT. Secrétaire. PAUL FOURCHY, Président.

ETAT DE LA LOUISIANE, } Paroisse d'Orléans. } Ville de la Nouvelle-Orléans.

Fait sous serment pardevant moi, le 14 juin 1886.

JAMES FAHEY, Notaire.

Deux dividendes—intérêt de 2 1/2 pour cent chacun ont été payés aux actionnaires pour l'année expirant le 31 mai 1886

DIRECTEURS :

D. A. Chaffraix	Aristide Hopkins,
Jos A. Shakespeare,	Jno B. Laillande,
M. W. Smith	Paul Fourchy,
W. H. Bottinger,	D. Fatjo,
Paul Capdevielle,	Alden McLellan,
	U. Bassett.

17 juin—1 mois

L. S. L.

Rappelez-vous

Que cette loterie est la seule qui ait été votée et ratifiée par le peuple d'un Etat.

TOUS LES LOTS GAGNANTS PAYÉS EN PLEIN.

GRANDE CHANCE
—POUR—
UNE FORTUNE!

Le Grand Tirage Mensuel

A $5 00

CLASSE G.,

DE LA COMPAGNIE DE

LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

Aura lieu à la

Nlle - Orléans, Lne.,

MARDI, 13 JUILLET 1886.

Le Tirage aimsi que tous les autres auront lieu sous la surveillance immédiate et la direction de

GEN. G. T. BEAUREGARD,
DE LA LOUISIANE, ET DU
GEN. JUBAL A. EARLY,
DE LA VIRGINIE.

GROS LOT
$75.000

1,967 Lots, montant en tout à

$265,500.

Le tirage commencera positivement A ONZE HEURES A. M.,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE.

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets à $5 chacun.

Billet entier, $5; Fractions—Cinquièmes en proportion.

A vendre à toutes les agences de la Nouvelle-Orléans et au bureau de la COMPAGNIE DE

loterie de l'Etat de la Louisiane.

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.

Pour plus de renseignements, écrire très lisiblement, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, chèque de New York ou traites sur la Nouvelle-Orléans.

Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être envoyées par l'Express à nos frais.

S'adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

P. O.

Adresser vos lettres enregistrées et faire mandats sur la poste (money orders payables à New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

DENTISTES.

Extraction de dents sans douleur.

Les prix les moins élevés demandés à la Nouvelle-Orléans pour opérations par dentistes de premier ordre.

G. P. Maloney, Dentiste, D. D. S.

Bureau, 150 rue du Canal.

Venez examiner mes modèles, vous informer de mes prix et vous faire extraire ma Médaille pour travaux reconnus supérieurs.

Dentiste du Convent des Ursulines. 25 août—

C. E. KELLS & M. VIET,
CHIRURGIENS-DENTISTES

No. 12 rue Dauphine, immédiatement après l'édifice formant l'angle de la rue du Canal.

Opérations de tout genre du

le resserrement de leur art.

Pose de palais artificiels

Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands de la Nlle-Orléans.

No 104, RUE DU CANAL.

Trente-deuxième Etat Annuel.

La Compagnie publie l'état suivant conformément aux dispositions de sa charte:

Primes reçues durant l'année expirant le 31 mai 1886, y compris les primes non échues de l'année précédente—

Sur les risques d'incendie	$214,703 96
Sur les risques maritimes	10,987 55
Sur les risques de rivières	10,340 68
Primes totales	$236,032 19
Moins primes non échues	65,650 00
Primes nettes acquises au 31 mai 1886	$170,382 19

PERTES PAYÉES:

Sur les risques d'incendie	$88,584 58
Sur les risques maritimes	1,567 98
Sur les risques de rivières	1,489 79
Taxes et dépenses, moins l'intérêt	16,457 51
Réassurances et primes remboursées	14,995 43
Profits	$123,095 29 $47,286 90

La Compagnie a l'actif suivant:

Propriétés foncières	$252,798 43
Actions de banques et de Chemins de fer, et autres	52,270 75
Billets garantis par hypothèques et nantissements	120,032 88
Billets à recevoir	56,259 41
Primes en collection	24,306 56
Actions d'Assurances	800 00
Jugements sur billets hypothécaires	4,335 00
Comptant	39,733 33
	$558,536 36

Ce rapport ainsi que tous les autres auront lieu sous la surveillance immédiate et la direction de

GEN. G. T. BEAUREGARD,
DE LA LOUISIANE, ET DU
GEN. JUBAL A. EARLY,
DE LA VIRGINIE.

L'exposé ci dessus est une juste, vraie et correcte copie des livres de la Compagnie.

G. W. NOTT. Secrétaire. PAUL FOURCHY, Président.

ETAT DE LA LOUISIANE, } Paroisse d'Orléans. } Ville de la Nouvelle-Orléans.

Fait sous serment pardevant moi, le 14 juin 1886.

JAMES FAHEY, Notaire.

Deux dividendes—intérêt de 2 1/2 pour cent chacun ont été payés aux actionnaires pour l'année expirant le 31 mai 1886

DIRECTEURS :

D. A. Chaffraix	Aristide Hopkins,
Jos A. Shakespeare,	Jno B. Laillande,
M. W. Smith	Paul Fourchy,
W. H. Bottinger,	D. Fatjo,
Paul Capdevielle,	Alden McLellan,
	U. Bassett.

17 juin—1 mois

LA VIGUEUR DES CHEVEUX D'AYER
(Ayer's Hair Vigor.)

rend le brillant et la fraîcheur de la jeunesse aux cheveux gris ou ternis, en même temps qu'elle leur donne une riche couleur châtain ou noir foncé, ainsi qu'on le desire. En s'en servant on peut donner aux cheveux blonds ou roux, une teinte foncée, les rendre plus épais, et presque toujours guérir la calvitie.

Elle arrête la chûte des cheveux, stimule et rend la vigueur à une croissance faible et maladive. Elle empêche et guerit les croûtes et la teigne, ainsi que toutes les maladies du cuir chevelu. Comme article de Toilette pour Dames, la VIGUEUR DES CHEVEUX D'AYER, elle ne contient ni huile ni teinture, elle rend la chevelure douce, brillante, et soyeuse, tout en l'imprégnant d'un parfum suave et permanent.

M. C. P. BRUCHER écrit de *Kirby, O.*, 2 Juillet, 1882 : "L'automne dernier mes cheveux commencèrent à tomber, et dans un court espace de temps je fus presque complètement chauve. J'essai la VIGUEUR DES CHEVEUX D'AYER, et avant que le premier flacon fût fini, la chûte des cheveux s'arrêta et une nouvelle pousse commença à pousser. Maintenant ma tête est couverte d'une chevelure abondante et vigoureuse."

J. W. BOWEN, Propriétaire du *McArthur (Ohio) Enquirer*, dit : "LA VIGUEUR DES CHEVEUX D'AYER est une excellente préparation pour les cheveux. J'en sais par l'expérience. Elle développe une nouvelle croissance de cheveux doux et soyeux. LA VIGUEUR est aussi un remède sûr pour la teigne."

M. ANGUS FAIRBAIRN, le chef de la célèbre "Famille Fairbairn, Vocalistes Ecossais, écrit de *Natick, Mass.*, 17 Février, 1883 : "Depuis que mes cheveux ont commencé à grisonner je me sers de la VIGUEUR DES CHEVEUX D'AYER, j'ai trouvé qu'elle leur donnait une apparence de jeunesse — une chose véritablement très importante pour tous ceux qui sont obligés de paraître en public."

MME. O. A. PRESCOTT, écrivant de *Elm street, No. 28, Charlestown, Mass.*, 14 Avril 1882, dit : "Il y a deux ans environ je perdis la moitié de ma chevelure. Elle s'éclaircit tant avec une rapidité prodigieuse. L'usage de la VIGUEUR arrêta la chûte, activa une nouvelle croissance, et en fort peu de mois ma tête entière était couverte de cheveux naissants aussi vigoureux qui, continuèrent à pousser, devinrent aussi longs et aussi épais qu'avant la chûte. J'employai seulement un flacon de la VIGUEUR, mais à présent je n'en sers de temps en temps comme article de toilette."

Nous avons des centaines de semblables attestations sur l'efficacité de la VIGUEUR DES CHEVEUX D'AYER. Un exemple épreuve convaincera les plus incrédules.

PRÉPARÉE PAR

Dr. J. C. Ayer & Co., Lowell, Mass.

Vendue par tous les Droguistes.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTE PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mirpatrick & Co. vs Clay Oldham, Allen Weed & Hunt, Allen Weed & Co. and James H. Allen, garnishees.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 10,214—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, le 17 juillet 1886, à midi, de la propriété ci-après décrite, savoir :

Un certain billet à ordre fait dans les mois et chiffres suivants.

Dallas, Texas, 1er juin 1883.

$2,500 00. Six mois après date nous ou un de nous promettons de payer à l'ordre de Clay Oldham deux mille cinq cent dollars pour valeur reçue, avec intérêt à raison de (10) pour cent par an à partir de la date jusqu'au paiement, payable etc.

Signé : D. M. OLDHAM et C. H. OLDHAM
Endossé, CLAY OLDHAM.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Cette vente à l'encan étant la deuxième et la dernière, la dite propriété sera définitivement adjugée au plus haut et dernier enchérisseur pour ce qu'elle rapportera à douze mois de crédit. L'acquéreur fournissant caution avec de bonnes et solvables sécurités portant intérêt à raison de 8 pour cent par an, du jour de la vente jusqu'à parfait paiement. L'acquéreur aura à déduire du montant de son enchère et payer seulement le montant des impressions, les frais du shérif et du greffier, etc, disons environ deux cent cinquante ($250) piastres.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil pour la paroisse d'Orléans.
6 juillet—6 9 13 17

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE DE District pour la Paroisse d'Orléans—Je certifie par la présente que le 27me jour d'avril 1886, un jugement a été rendu dans cette cour dans l'affaire ci-dessus, dans les termes et les chiffres suivants, savoir. Harriet Leopold vs. Simon Leopold, son mari—No 17,498—Division D—Sur motion de H. Dreyfous, Esq., avocat de la plaignante dans cette affaire, et sur la production de preuve à l'appui de sa demande, ledit et l'évidence étant en faveur de la plaignante.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut dans cette affaire enregistrée le 21 avril 1886, soit maintenant confirmé et rendu définitif, et il est par le présent jugement en faveur de la plaignante Harriet Leopold et contre Simon Leopold, son mari, décrétant une séparation de biens et prononcant de la communauté de gains et acquets existant entre eux, et il est de plus ordonné que la pétitionnaire Harriet Leopold soit autorisée à exercer le commerce de marchand, avec frais.

Jugement rendu le 27 avril 1886.

Jugement signé le 3 mai 1886.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge

En foi de quoi j'ai signé et annexé le sceau de dite Cour, en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 7ème jour de juin de l'an de N. S. mil huit cent quatre-vingt six.

M. A. McDONNEL,
Greffier. Député-Greffier.

13 juin—

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$75,000, soit	$75,000
1 Lot de	25,000,	25,000
1 Lot de	10,000,	10,000
1 Lot de	5,000,	5,000
10 Lots de	1,000,	10,000
20 Lots de	500,	10,000
100 Lots de	200,	20,000
200 Lots de	100,	20,000
500 Lots de	50,	25,000
1,000 Lots de	25,	25,000

PRIX D'APPROXIMATION:

9	Lots d'approximation de $750 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $75,000, soit	$6,750
9	Lots d'approximation de $250 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $25,000, soit	4,500
9	Lots d'approximation de $125 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $10,000, soit	2,250

1,967 Lots ne montant à $365,500

CERTIFICAT.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, s en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande bonne foi vis-à-vis de tous les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-similé de nos signatures.

Signé : D. M. OLDHAM et C. H. OLDHAM
Endossé, CLAY OLDHAM.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Cette vente à l'encan étant la deuxième et la dernière, la dite propriété sera définitivement adjugée au plus haut et dernier enchérisseur pour ce qu'elle rapportera à douze mois de crédit. L'acquéreur fournissant caution avec de bonnes et solvables sécurités portant intérêt à raison de 8 pour cent par an, du jour de la vente jusqu'à parfait paiement. L'acquéreur aura à déduire du montant de son enchère et payer seulement le montant des impressions, les frais du shérif et du greffier, etc, disons environ deux cent cinquante ($250) piastres.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil pour la paroisse d'Orléans.
6 juillet—6 9 13 17

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—Je certifie par la présente que le 27me jour d'avril 1886, un jugement a été rendu dans cette cour dans l'affaire ci-dessus, dans les termes et les chiffres suivants, savoir. Harriet Leopold vs. Simon Leopold, son mari—No 17,498—Division D—Sur motion de H. Dreyfous, Esq., avocat de la plaignante dans cette affaire, et sur la production de preuve à l'appui de sa demande, ledit et l'évidence étant en faveur de la plaignante.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut dans cette affaire enregistrée le 21 avril 1886, soit maintenant confirmé et rendu définitif, et il est par le présent jugement en faveur de la plaignante Harriet Leopold et contre Simon Leopold, son mari, décrétant une séparation de biens et prononcant de la communauté de gains et acquets existant entre eux, et il est de plus ordonné que la pétitionnaire Harriet Leopold soit autorisée à exercer le commerce de marchand, avec frais.

Jugement rendu le 27 avril 1886.

Jugement signé le 3 mai 1886.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge

En foi de quoi j'ai signé et annexé le sceau de dite Cour, en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 7ème jour de juin de l'an de N. S. mil huit cent quatre-vingt six.

M. A. McDONNEL,
Greffier. Député-Greffier.

13 juin—

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTE PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mirpatrick & Co. vs Clay Oldham, Allen Weed & Hunt, Allen Weed & Co. and James H. Allen, garnishees.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 10,214—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, le 17 juillet 1886, à midi, de la propriété ci-après décrite, savoir :

Un certain billet à ordre fait dans les mois et chiffres suivants.

Dallas, Texas, 1er juin 1883.

$2,500 00. Six mois après date nous ou un de nous promettons de payer à l'ordre de Clay Oldham deux mille cinq cent dollars pour valeur reçue, avec intérêt à raison de (10) pour cent par an à partir de la date jusqu'au paiement, payable etc.

Signé : D. M. OLDHAM et C. H. OLDHAM
Endossé, CLAY OLDHAM.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Cette vente à l'encan étant la deuxième et la dernière, la dite propriété sera définitivement adjugée au plus haut et dernier enchérisseur pour ce qu'elle rapportera à douze mois de crédit. L'acquéreur fournissant caution avec de bonnes et solvables sécurités portant intérêt à raison de 8 pour cent par an, du jour de la vente jusqu'à parfait paiement. L'acquéreur aura à déduire du montant de son enchère et payer seulement le montant des impressions, les frais du shérif et du greffier, etc, disons environ deux cent cinquante ($250) piastres.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil pour la paroisse d'Orléans.
6 juillet—6 9 13 17

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—Je certifie par la présente que le 27me jour d'avril 1886, un jugement a été rendu dans cette cour dans l'affaire ci-dessus, dans les termes et les chiffres suivants, savoir. Harriet Leopold vs. Simon Leopold, son mari—No 17,498—Division D—Sur motion de H. Dreyfous, Esq., avocat de la plaignante dans cette affaire, et sur la production de preuve à l'appui de sa demande, ledit et l'évidence étant en faveur de la plaignante.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut dans cette affaire enregistrée le 21 avril 1886, soit maintenant confirmé et rendu définitif, et il est par le présent jugement en faveur de la plaignante Harriet Leopold et contre Simon Leopold, son mari, décrétant une séparation de biens et prononcant de la communauté de gains et acquets existant entre eux, et il est de plus ordonné que la pétitionnaire Harriet Leopold soit autorisée à exercer le commerce de marchand, avec frais.

Jugement rendu le 27 avril 1886.

Jugement signé le 3 mai 1886.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge

En foi de quoi j'ai signé et annexé le sceau de dite Cour, en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 7ème jour de juin de l'an de N. S. mil huit cent quatre-vingt six.

M. A. McDONNEL,
Greffier. Député-Greffier.

13 juin—

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE. — COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans — Il certifié par le présent que le 5 mars jour de juin 1886 un ordre a été rendu dans cette cour, dans l'affaire ci-dessous, dans les paroles et les termes suivants, à savoir :

Dans l'affaire de la liquidation des affaires de la raison commerciale de Lafitte et Dufilho, } No. 18,266

Que Joseph Alfred Dufilho soit confirmé et assermenté comme liquidateur de la raison sociale de Lafitte et Dufilho, et que toutes procédures contre la dite raison sociale soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 30 juin 1886.

[Signé] A. L. TISSOT, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et le sceau de la dite cour, en la ville de la Nlle Orléans, ce 1er jour de juillet dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-six.

JAS. D. RANKIN,
Député Greffier.

2 juil.—2, 5, 12

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la Deuxième Cour de District pour la paroisse d'Orléans—No. 18,285—Division B—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Bernard Laporte soit et est par le présent accepté par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Andrew Hero, Jr., notaire en cette ville, le MERCREDI, de jour d'août 1886, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires dudit pétitionnaire et d'élire un syndic, et de voter sur toutes autres matières qui pourront leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens dudit Bernard Laporte soient suspendues, que Jas. D. Coleman, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 1er juillet 1886.

(Signé) W. T. HOUSTON, Juge.

Pour copie conforme,

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

3 juillet—3t en 30 j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Levy Bros. Adolphi et Isaac Levy vs. leurs créanciers—No 18,088. Division A.—Ordre de Cour—Que la cession des biens des pétitionnaires d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Veuve Armand Pépin, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

4 juil—4.9.13

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—No. 12,810—Division C—Succession de Pierre Mathieu—Attendu que Mme Veuve Joseph Mathieu a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Joseph Mathieu, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

4 juil—4.9.13

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—Je certifie par la présente que le 27me jour d'avril 1886, un jugement a été rendu dans cette cour dans l'affaire ci-dessus, dans les termes et les chiffres suivants, savoir. Harriet Leopold vs. Simon Leopold, son mari—No 17,498—Division D—Sur motion de H. Dreyfous, Esq., avocat de la plaignante dans cette affaire, et sur la production de preuve à l'appui de sa demande, ledit et l'évidence étant en faveur de la plaignante.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut dans cette affaire enregistrée le 21 avril 1886, soit maintenant confirmé et rendu définitif, et il est par le présent jugement en faveur de la plaignante Harriet Leopold et contre Simon Leopold, son mari, décrétant une séparation de biens et prononcant de la communauté de gains et acquets existant entre eux, et il est de plus ordonné que la pétitionnaire Harriet Leopold soit autorisée à exercer le commerce de marchand, avec frais.

Jugement rendu le 27 avril 1886.

Jugement signé le 3 mai 1886.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge

En foi de quoi j'ai signé et annexé le sceau de dite Cour, en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 7ème jour de juin de l'an de N. S. mil huit cent quatre-vingt six.

M. A. McDONNEL,
Greffier. Député-Greffier.

13 juin—

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Propriété de valeur améliorée dans le Troisième District dans l'arr bornée par les rues Bayou Road et Touti Rochebleve et Columbus.

La banque des Citoyens de la Louisiane vs N. M. Benachi.

Mme Anna B. Benachi, exécutrice de N. M. Benachi et comme veuve en communauté et personnellement, Pandia N. Benachi et autres, héritiers de N. M. Benachi.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No. 12,813—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 7 août 1886, à midi, de la propriété ci après décrite, savoir :

Une certaine portion de terre ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et les droits, rives, privilèges et dépendances qui y appartiennent, situées dans le Troisième district de cette ville, dans le Faubourg Trémé, dans l'île bornée par le Chemin du Bayou et les rues Tonti, Rochebleve et Columbus. Laquelle dite portion de terre mesure, au pied français, cent trente-cinq pieds de face audit Chemin du Bayou sur le côté droit allant vers le Bayou St. Jean, sur une profondeur de cinq cent cinquante pieds, entre deux lignes parallèles, et qui appartient maintenant ou anciennement appartenant à M. Dumaine et aux l'autre côté par la propriété appartenant ou anciennement appartenant à la famille Beaulieu, étant la résidence dudit N. M. Benachi. Laquelle dite dernière propriété appartenant audit N. M. Benachi par acte passé pardevant Theodore Guyol, notaire, en date du 28 juin 1852.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
7 juillet—7.14.21.28—août 4 7.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Jean Beubede vs Victor De Bouchel.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 18,034 — En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville le MERCREDI, 11 août 1886, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir

Un certain lot de terre, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Quatrième District de cette ville, dans l'île bornée par les rues Clermont, Urquhart, Villere et Roman, mesurant trente pieds de face sur la rue Clermont, sur une profondeur de cent vingt pieds entre lignes parallèles.

Le vapeur Esteban de Aguirre, avec tout son gréement et appareils, ancre, mâts, voiles, le tout étant à bord et dans le port de la Nouvelle-Orléans, actuellement sous le commandement du capitaine Espinosa, français au delà du débarcadère de la rue Esplanade.

Le dit vapeur étant parfaitement bien entretenu et pourvu de tous les certificats de construction, de navigation et de jaugeage, et ayant été construit à Sunderland dans le comté de Durham, en Angleterre, en 1881, et appartenant à un propriétaire dit être résidant à Bilbao, Espagne, et étant plus amplement décrit dans les détails suivant une déclaration faite devant le Shérif Civil pour la Nouvelle-Orléans, le 9 juillet 1886.

Tous les détails seront connus à l'encan.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
3 juil—3 7 10 14

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vve Laura N. Mische vs. ses créanciers

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 18,092—En vertu d'un ordre de vente à moi adressé par l'honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 24 juillet 1886, à midi, de la propriété ci-après décrite, savoir :

Un lot de terre, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Troisième District de cette ville, dans l'île bornée par les rues Roman, Annunciation, Gravier et Toulouse, mesurant quarante deux pieds de face sur la rue St. Louis sur une profondeur de cent vingt pieds, ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Acquis par J. A. Duffilho le [illegible] de A. E. Lafitte par acte passé pardevant P. C. Cuvellier, notaire, [illegible] Reg. [illegible] Archives des Notaires de cette ville.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
3juillet—3 8 13

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vve Laura N. Mische vs. ses créanciers

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 18,092—En vertu d'un ordre de vente à moi adressé par l'honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 24 juillet 1886, à midi, de la propriété ci-après décrite, savoir :

Un lot de terre, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Troisième District de cette ville, dans l'île bornée par les rues Roman, Annunciation, Gravier et Toulouse, mesurant quarante deux pieds de face sur la rue St. Louis sur une profondeur de cent vingt pieds, ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Acquis par J. A. Duffilho le [illegible] de A. E. Lafitte par acte passé pardevant P. C. Cuvellier, notaire, [illegible] Reg. [illegible] Archives des Notaires de cette ville.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
3juillet—3 8 13

ANNONCE JUDICIAIRE.

Daniel Darme vs Henry M. Barnhardt et al

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 18,059—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 24 juillet 1886, à midi, de la propriété ci-après décrite, savoir :

A mon rattepoil, Nos 199 et 201 rue Chartres, entre Bienville et Dumaine.

Un lot de meubles chaises tables stoves de cuisine, vaisselle, verrerie, porte-chapeaux et autres effets mobiliers et diverts articles et objets mobiliers enregistrés à mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
3juillet—3 8 13

ANNONCE JUDICIAIRE.

Succession de Christopher Meister et Anna Litz, sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 17,985—Division A—Attendu que Mme veuve Wm Hippler a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Christopher Meister et Anna Litz, sa femme, décédés intestats; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier

3 juil—3.7.11

Succession de Nine Hippolite Louise Regina Michel.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 11,660—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Busanet Chauvin, exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

3 juillet—3 7 11

Succession de Charles Rauschbach.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 11,844—Division C—Attendu que Charles Rauschbach a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Charles Rauschbach, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui cela concerne d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

3 juillet—3 7 11

Succession de Veuve Armand Pépin, née Marie Brigite Armand.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 14,986—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Veuve Armand Pépin, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément audit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

3 juillet—3 7 11

Succession de Philip W. Glowey.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 18,292—Division C—Attendu que Mme Veuve Philip W. Glowey a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Philip W. Glowey, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la d